

<http://divergences.be/spip.php?article2161>



Dossier préparé avec Luiza Toscano

Tunisie. Retour sur la révolution tunisienne (Janvier 2011)

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2011 - N° 24. Février 2011 - Français - INTERNATIONAL -

Date de mise en ligne : dimanche 30 janvier 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi tente de s'immoler par le feu à Sidi Bouzid, ville du centre de la Tunisie, située à 250 kilomètres de Tunis. Le jeune homme décèdera le 5 janvier 2011. Les raisons ? Le régime despotique, le chômage et le désespoir pour une jeunesse qui ne croit plus à un quelconque avenir. Sous le choc, la population manifeste spontanément à Sidi Bouzid et dans la région. Le 22 décembre, à Menzel Bouzaiane, un autre jeune homme, Houcine Neji, se suicide en s'électrocutant, il tombe foudroyé sous les yeux d'une foule atterrée. Des manifestations s'organisent alors un peu partout et prennent de plus en plus d'ampleur avec la répression du mouvement.

C'est toute la population, vivant sous la dictature de Ben Ali depuis 1987 à€" plus de 23 ans à€" qui se soulève. Les manifestations s'étendent et la contestation touche toute la société. Il n'est plus seulement question de chômage et de misère, mais d'une révolte contre la corruption, contre le manque de liberté d'expression, contre le système en vigueur en Tunisie, contre Ben Ali qui a toujours été largement soutenu par les gouvernements européens et notamment français.

Le 28 décembre, Ben Ali fait des promesses et quelques effets de manche pour rétablir l'ordre et la soumission, mais le pays tout entier se rebelle, peu enclin à accepter des promesses vides qui n'engagent à rien. La population, poussée à bout, ne veut plus ni se taire ni accepter que la jeunesse en arrive à un tel désespoir et se suicide. La rentrée universitaire et du secondaire renforce encore la détermination des manifestant-es. Les arrestations, les enlèvements, les brutalités policières se multiplient. La police tire sur la foule et tue.

Côté européen, on « déplore » la situation, ça n'engage à rien ! Certain-es agitent l'argument suprême qui a si bien fonctionné jusqu'alors : « n'oublions pas le danger islamiste » ! Mais la vitrine « paix sociale, tourisme de masse, palais et résidences secondaires pour étrangers friqués » vole en éclats. Difficile soudain, et après 23 ans d'exactions, de déni de droits, d'utilisation de la torture, de meurtres d'opposants, difficile soudain en effet de ne pas s'apercevoir de ce qui est criant d'injustice et de violence sociale. Mais quand même ! C'est encore « touche pas à mon despote ! » comme le titre le Canard enchaîné. Et oui, contrairement à la chanson de Zebda, entre le régime tunisien et la France, il y a des arrangements !

Les chiffres avancés parlent de 200 morts et d'innombrables blessés... Les émeutes de ce début janvier 2011, réprimées dans le sang, confirment ce que tout le monde pensait, le pouvoir en place est prêt à tout pour garder ses prérogatives et ses privilèges. Un médecin affirme que les forces de police ont fait usage de balles réelles utilisées pour la chasse contre les manifestants. De nombreux blessés ont été abandonnés, sans soins, sur les lieux des manifestations, n'ayant pas la possibilité de se rendre dans un hôpital. La police a également fait usage de gaz toxiques.



Le gouvernement français, par la voix de sa porte-parole, déclare alors que la France n'a pas à « donner des leçons » à la Tunisie, et finalement se fend d'une désapprobation des violences. Les Verts, puis le parti socialiste condamnent « la brutalité avec laquelle le pouvoir a répondu aux revendications sociales et politiques des citoyens ».

Dans un troisième discours adressé au pays, Ben Ali déclare, « Je vous ai compris » « ça ne vous rappelle rien ? » et promet la levée de la censure sur Internet, l'arrêt de l'utilisation de balles réelles contre les manifestant-es et de ne pas se représenter aux élections de 2014. On sauve les meubles comme on peut, mais les promesses... Les manifestations demandent la démission de Ben Ali et la fin de son système... Les femmes sont très présentes. Difficile d'oublier l'image de celle qui brandit ce papier avec : « BEN ALI DÉGAGE » !

Et hier après-midi... Le gouvernement tunisien est limogé ! Ben Ali a quitté la Tunisie... On y croyait plus depuis 23 ans de dictature !

Solidarité avec le peuple tunisien ! Seule la lutte paie !

Chroniques rebelles de Radio Libertaire

15 janvier 2011



Aujourd'hui est une journée particulière : le peuple tunisien désarmé, ne comptant que sur ses propres forces et confronté à la sauvagerie d'une répression aveugle, a su mettre un terme à une dictature. Sans se laisser bernier par des discours lénifiants, montrant ses capacités d'auto-organisation, en faisant fi des menaces et des provocations policières, en organisant sur le terrain social les solidarités élémentaires et en inventant au jour le jour ses modalités de réactions et d'organisation à la base, il nous a montré la voie à suivre.

Sans le savoir, il a adopté les modes d'organisations libertaires, ceux-la même mis en avant par les valeureux camarades anarchistes de 1936 en Espagne.

Aujourd'hui, le plus dur reste à faire.

Pour un très court instant, en dépit de mes convictions internationalistes et anarchistes, permettez-moi d'être fier d'être Tunisien.

Mohamed
groupe Pierre Besnard de la Fédération Anarchiste.



Sommaire

- [Liberté pour tous les prisonniers politiques](#)

-

[Danger : la police utilise des munitions destinées aux animaux](#)

[Bombes lacrymogènes, balles réelles et atteintes graves à Rgueb](#)

- [Des dizaines de manifestations à Tunis](#)
- [Embrasement dans la capitale](#)

- [HALTE A LA RÉPRESSION EN TUNISIE !](#)

-

[29 martyrs au moins et des dizaines de blessés](#)

[Nouveau massacre du peuple tunisien](#)

- [À l'Ariana, les milices du parti au pouvoir attaquent les protestataires et la télévision filme.](#)
- [Le syndicat UGTT appelle à une grève générale en Tunisie](#)
- [Les manifestants de la Qasba chargés par la police](#)

-

[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)

[DES PRISONNIERS PRIVÉS DE RÉVOLUTION](#)

-

[Liberté pour tous les prisonniers politiques](#)

[Liberté et Equité](#)

Liberté pour tous les prisonniers politiques

Liberté et Equité

Poursuite du mouvement de protestation et de solidarité

Encore des affrontements entre les lycéens et les forces de police

Le mouvement de protestation [...] s'étend à un nombre croissant de villes en dépit du déploiement sécuritaire impressionnant destiné à réprimer tout mouvement. [...]

La ville de Sfax a été le théâtre aujourd'hui d'affrontements entre les lycéens et les forces de police à la cité Habib, quant à la cité Ryadh à Sousse, elle a vu des affrontements entre les étudiants et la police qui a bloqué la faculté et arrêté de nombreux étudiants.

La ville de Siliana a été le théâtre dans l'après midi d'aujourd'hui d'affrontements entre les citoyens et la police qui a fait usage de bombes lacrymogènes pour disperser les manifestants.

À Kasserine, une manifestation a été organisée et à Tajerouine, il y a eu des confrontations entre les lycéens et les forces de police tandis que les cours n'ont pas eu lieu aujourd'hui à Rgueb dans le gouvernorat de Sidi Bouzid.[...]

Pour le bureau exécutif de l'Organisation

Le président : Maître Mohammed Nouri

Organisation Indépendante de Droits de l'Homme

33 rue Mokhtar Atya, 1001, Tunis

Tel/fax : 71 340 860

Liberte.equite chez gmail.com

Tunis, le 6 janvier 2011

http://divergences.be/sites/divergences.be/IMG/png/Capture_d_ecran_2011-01-13_a_03.22.55.png

Photos clip de El General

Danger : la police utilise des munitions destinées aux animaux **Bombes lacrymogènes, balles réelles et atteintes graves à Rgueb**

Des sources d'Assabilonline ont affirmé que quatre jeunes avaient été atteints par un tir de la police lors des mouvements de protestation violents dont a été le théâtre la ville de Rgueb dans le gouvernorat de Sidi Bouzid vendredi 7 janvier 2011. Ils ont été transportés à l'hôpital universitaire Habib Bourguiba à Sfax. Deux d'entre eux ont des lésions graves et ont été admis dans le service des soins centraux de l'hôpital tandis que les deux autres ont été atteints au niveau du thorax, des poumons et des jambes.

La source, qui a parlé avec un médecin de l'hôpital, insiste sur le fait que ce sont les familles qui se sont chargées de leur transport à l'hôpital Habib Bourguiba à Sfax, entre sept et huit heures cette nuit.

L'un des médecins a affirmé que les forces de police de Rgueb avaient fait usage de balles réelles utilisées pour la chasse contre les manifestants et a ajouté qu'il y avait de nombreux blessés qui avaient été abandonnés sans soins et qui n'avaient pas les moyens d'arriver jusqu'à l'hôpital.

Les forces de police ont fait usage de gaz toxiques destinés aux animaux sauvages. Est-ce que l'usage de carabines et de ces gaz empoisonnants reflète la vision qu'ont les autorités tunisiennes des manifestants ?

Assabilonline, Tunisie. 8 janvier 2011

Des dizaines de manifestations à Tunis

La capitale entre dans le cercle des manifestations. Aujourd'hui 10 janvier 2011, plusieurs quartiers de Tunis ont vu des manifestations, à Bab Jdid, Bab Eljazira, Boumendil, Bab Laassel, Bardo, au campus universitaire de la Mannouba, au lycée Khaznadar, au lycée de la Mannouba, au lycée de Den Den. Une grosse manifestation issue du campus universitaire est arrivée à l'École Nationale des Ingénieurs.

À Kasserine, les avocats sont encerclés par la police et ils risquent des tirs à balles réelles.

À Jendouba, il y a eu de violents affrontements dans tous les quartiers de la ville. Hier des locaux du RCD y avaient été incendiés. Les manifestants contrôlent toute la ville ; ils sont maintenant en train d'incendier le local du Comité de coordination du parti au pouvoir de Jendouba. La police tire à balles réelles en l'air. Les manifestations s'étendent à la délégation de Bou Salem et Ghardimaou.

2000 personnes ont fait un sit in aujourd'hui à Ben Guerdane.

A Nabeul, ce matin les lycéens (du lycée Mahmoud Messadi) ont fait un sit in et refusé d'entrer pour les cours.

Des sources d'Assabilonline affirment que Raouf Ben Tahar Kaddoussi (27 ans), est mort hier à l'hôpital de Rgueb après avoir essuyé un tir à balles réelles. Chaher Labidi et Nassim Jellali sont dans un état critique. [...]

Hier à Kasserine, est décédée madame Manal Bent Brahim Bouallagui (mariée et mère de famille) des suites d'un tir à balles réelles alors qu'elle se trouvait devant son domicile.

Chadi Ben Mohammed Salah a reçu une balle dans la cuisse, Larbi Kadri à la tête, il est gravement touché. Nassim Jallali et Ghazi Ben Kamel ont été gravement touchés.

À une heure quarante hier dimanche, 7 personnes blessées par balles sont arrivées à l'hôpital local de Rgueb, Mohammed Jabelli a rejoint les morts en martyrs, Moncef Ben Naceur Zini a reçu une balle dans la cuisse. Ali Oumhéni, Karim Ben Ammar Oumhéni, Zyed Ben Mohammed Tahar Karaoui, Abdelkarim Ben Boubaker Hajji (instituteur) sont blessés. L'armée a encerclé la ville de Rgueb et a pénétré la ville de Menzel Bouzaïene. Nizar Slimi a rejoint le cortège des martyrs.

À Mknassi, le couvre feu a été décrété hier, à compter de 7 heures du soir. Mouadh Khelifi a rejoint les martyrs.

Assabilonline, Tunis. 10-01-10

Embrasement dans la capitale

Des sources d'Assabilonline ont affirmé que la Commission Administrative de l'UGTT, réunie aujourd'hui mardi 11

janvier, avait décidé de façon extraordinaire de grèves régionales et sectorielles générales sur tout le territoire pour protester contre le tir à balles réelles sur les citoyens de Sidi Bouzid et Kasserine.

D'autre part, des témoins relatent que des soldats des unités de l'armée nationale ont dirigé leurs mitraillettes vers des dizaines de policiers, menaçant de les tuer s'ils ne renonçaient pas, tandis qu'un groupe de citoyens couraient vers les camions de l'armée pour se protéger de la traque des brigades anti émeutes.

Dans la cité Tadhroun dans la capitale, le poste de police de la cité 105 a été incendié. Les manifestants ont encerclé le poste de la garde nationale avec les agents à l'intérieur. On dit que certains seraient touchés et que les forces de police encerclent la cité et les cités avoisinantes. L'odeur des gaz envahit la région et on entend des coups de feu. Un témoin dit que des jeunes des cités voisines y ont participé, notamment du quartier d'El Omrane supérieur et qu'ils sont venus à la cité Tadhroun et la cité Intilaka. Dans cette dernière un car de police a été incendié et les forces de police font usage de gaz lacrymogènes.

Assabilonline, Tunis. 11 janvier 2011

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L397xH298/15_janvier_Nelly_Trumel_6009-18e63.jpg

HALTE A LA RÉPRESSION EN TUNISIE !

Le Collectif de Solidarité

avec les Luttés des Habitants de Sidi Bouzid - Tunisie

Vous invite au Meeting de Solidarité

Jeudi 13 janvier 2011 à 18 heures.

À la Bourse de travail, salle Croizat 3 rue du Château d'Eau Paris 10ème

* Nous affirmons notre solidarité sans faille avec le formidable mouvement de contestation que connaît la Tunisie ainsi qu'avec les mots d'ordre de la révolte initiée à Sidi Bouzid ;

* Nous dénonçons l'attitude du pouvoir qui répond aux Tunisiennes et aux Tunisiens par les balles, les arrestations, l'intimidation et la répression.

* Nous appelons à la libération immédiate et à l'arrêt des poursuites à l'encontre de tous les emprisonnés de ce mouvement comme de ceux qui l'ont précédé, notamment celui des révoltés du bassin minier de Gafsa, ainsi que les étudiants emprisonnés en raison de leur activité syndicale.

* Nous réclamons que les responsables de la répression, des violences à l'encontre de la population qui ont causé la mort et des blessures graves parmi les manifestants soient traduits en justice.

* Nous appelons à une mobilisation nationale et internationale d'ampleur en soutien à la révolte du peuple tunisien initiée par les habitants de Sidi Bouzid.

* Nous faisons nôtres les mots d'ordre scandés dans les manifestations à travers toute la Tunisie : Pour le droit au travail et le droit de gagner sa vie dignement ; Pour une juste répartition des richesses ; contre la corruption et le népotisme.

* Nous maintiendrons une mobilisation vigilante pour soutenir toutes les victimes de la répression, pour faire échec à l'entreprise de criminalisation de la contestation, pour répondre aux agressions qui visent les syndicalistes, les avocats, les média indépendants du pouvoir, les associations et partis solidaires de la révolte tunisienne.

Solidarité totale avec les luttes du peuple tunisien.

Premiers signataires : AC ! - ACHR - ACORT - AFASPA - AMF - ASDHOM -ATF- ATF Paris - ATMF - ATTAC - CAPJPO-EuroPalestine - CEDETIM - CISA - CNT - Comité National de Soutien au Mouvement du Bassin minier - Courant Nationaliste Progressiste - CORELSO - CPR – CRLDHT - DAL - Etoile Nord Africaine - Europe Écologie Les Verts - La pelle et la pioche - FASE (Fédération pour une alternative Sociale et Écologique) - FDLT (Forum démocratique pour la liberté et le Travail) - FTCT - Les Alternatifs - Le MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE - LUTTE OUVRIÈRE -Manifeste des Libertés - Mouvement Nahdha - Mouvement Tadjid France - MRAP - NO-VOX - NPA - PCF - PCOF - PCOT - PDP - PG – Réseau Stop la Précarité - SOLIDAIRES - Solidarité Tunisienne – SORTIR DU COLONIALISME - UTIT - Voie Démocratique Maroc - Voix Libre- MIB – FSQP

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L397xH298/15_janvier_Nelly_Trumel_6030-68dd3.jpg

*Abdessalem Hetira, ambassadeur de Tunisie pour le Benelux, tente d'expliquer, au micro de *Matin Première*, la situation explosive dans son pays. Pour lui, il y a une entreprise de "stigmatisation" de la Tunisie à l'œuvre en Europe. L'apaisement est en cours, avance-t-il.*

Situation toujours toujours très tendue en Tunisie. Mais l'ambassadeur Abdessalem Hetira ne pense pas que le régime de Zine el-Abidine Ben Ali soit en train de vaciller. Même si, selon lui, la Tunisie vit actuellement une "situation exceptionnelle".

En butte aux critiques tant internes qu'externes pour ne pas avoir su répondre aux attentes de la population, le représentant à Bruxelles du régime se défend : "Nous avons investi énormément dans l'éducation ", clame ainsi l'ambassadeur. "Nous avons un nombre d'étudiants et de diplômés qui dépasse des pays avec des populations bien plus élevées". Et s'il ne nie pas que cela pose la question de la disponibilité d'emplois pour tous ces diplômés, il avance que "la crise est passée par là". "Nous sommes un pays dont l'économie est ancrée à celle de l'Europe, et donc nous avons ce problème, mais il est passager" estime notre invité.

"Toute mort est à regretter"

Mais interrogé sur l'immolation d'un jeune homme désespéré, dont le geste a été le déclencheur des manifestations à travers tout le pays, l'ambassadeur minimise la portée du geste : "Les suicides, ça arrive tous les jours. S'immoler, c'est spectaculaire et c'est vraiment dommage. Et je peux vous dire que notre attention s'est arrêtée sur le défunt", confie-t-il.

"Toute mort est à regretter", poursuit-il. Alors, comment expliquer que la police ait tiré à balles réelles sur les manifestants ? Comment justifier cette violence, demande notre journaliste Arnaud Ruysen ? Abdessalem Hetira

justifie cette répression, qui aurait fait plusieurs dizaines de morts : "Au départ, les forces de l'ordre avaient des instructions claires de retenue. À un certain moment, peut-être par manque d'expérience, peut-être aussi à cause de la violence des attaques de ces jeunes cagoulés - vous avez vu l'ampleur des dégâts, ils ont tout brûlé, ils s'en sont pris aux forces de l'ordre ! - et c'est une situation, donc, de défense légitime.", avance-t-il.

Stigmatisation ?

"La Tunisie, elle est plurielle. On l'a stigmatisée. Il y a des partis politiques d'opposition, des ONG... (...) Arrêtons de parler de la Tunisie comme d'une société fermée. Non ! C'est une société ouverte, où les gens disent ce qu'ils pensent et l'écrivent dans les journaux... ". Et de se demander : "Je ne sais pas pourquoi il y a une forme de stigmatisation de la Tunisie qui vous donne une idée fautive de mon pays".

Mais alors pourquoi certains leaders politiques ont-ils été arrêtés, parfois sans ménagement, à l'instar du leader du Parti communiste des ouvriers, Hama Hamami ? "Je ne peux pas vous confirmer. Je l'apprends à l'instant. Si c'est arrivé, il doit y avoir des raisons", dit seulement Abdesslem Hetira, pour qui "l'heure est à l'apaisement", avec les mesures prises par le gouvernement, comme le limogeage du ministre de l'Intérieur.

Mais les mesures suffiront-elles à ramener le calme ? En matière de corruption, WikiLeaks a récemment pointé l'entourage du président Ben Ali, qualifié de quasi-mafia. L'ambassadeur balaye l'accusation : "Ecoutez, les ambassadeurs des Etats-Unis, on connaît la manière dont ils opèrent. C'est leur manière, c'est leur façon de faire". "Ce sont des gens qui ont repris des rumeurs. Ils accordent plus d'importance à ce qu'ils peuvent écouter autour d'un verre de champagne avec la société civile qu'à ce qui se dit dans les milieux de l'opposition constituée et dans les milieux officiels".

"Ben Ali a sauvé la Tunisie"

L'ambassadeur défend encore bec et ongles Zine el-Abidine Ben Ali "qui a sauvé le pays" en 1987. "Le président Ben Ali a fait énormément, c'est cela que vous ne voulez pas reconnaître". Interrogé sur le score "stalinien" réalisé par le président aux dernières élections présidentielles, il réagit : "Pourquoi vous vous focalisez sur les résultats ? Le problème, chez vous, c'est que vous ne parlez de la Tunisie qu'en des termes dramatiques, que pour stigmatiser. L'opposition, c'est Ben Ali qui lui a permis de se développer. Il n'y a pas de recette comme un café instantané. Si vous l'avez, donnez-la nous", s'indigne encore l'ambassadeur.

T.N. 13.01.11 - 08:27

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L397xH298/merci_a_nos_martyrsNelly_Trume1_15_janvier_2011-4907c.jpg

Liberté et Equité

29 martyrs au moins et des dizaines de blessés Nouveau massacre du peuple tunisien

Tunisie. Retour sur la révolution tunisienne (Janvier 2011)

La situation est devenue explosive à Tunis, entraînant 4 décès, dont celui du jeune Heulmy Ben Othmane, 17 ans et de nombreux blessés à la suite des affrontements violents dans de nombreux quartiers de la capitale. Les affrontements perdurent à l'approche du couvre feu dans nombre de quartiers et en banlieue. Un martyr est tombé cité Tadamoun. Il s'agit de Ouejdi Nasri. Il y a eu deux martyrs, cité Intilaka, un autre à la cité du 5 décembre au Kram Ouest, 3 à la cité Douar Hichem, 2 à Mellassine. À Hammam-Lif, c'est un lycéen qui est décédé, Naceur Talbi, 21 ans, alors qu'il était sur le balcon de son domicile.

Gouvernorat de Bizerte

3 morts et de nombreux blessés

Cité Bassatine à Bizerte, Skander Khelifi est mort en martyr, à Menzel Bourguiba, il y a eu deux morts, Khaled Rhimi et Houssef Souilhi.

Gouvernorat de Nabeul, 4 morts et des dizaines de blessés

À Slimane, deux citoyens sont morts et un autre a été blessé.

À Maamoura, un manifestant a été tué par balles.

El Hamma, dans le gouvernorat de Gabès

3 citoyens sont morts dans les affrontements : Ramzi Ghmaqi, Mohsen Bouzaiene et Naoufel Laakoubi. On ne sait pas ce que sont devenus Hassouna Laamari, Mohsen Ghouma, Khaled Bouzaiene et Naoufel Ghmaki.

Douz dans le gouvernorat de Kebili.

À Douz, dans le gouvernorat de Kebili, se sont déroulées les funérailles des martyrs tombés sous les balles.

Zarzis dans le gouvernorat de Médenine : deux morts :

Makram Mastour (17 ans) et le citoyen Mra'i (32 ans).

Gouvernorat de Tataouine.

3 citoyens sont tombés sous les balles.

Pour le Bureau exécutif de l'Organisation.

Le Président, Maître Mohammed Nouri

Tunis, le 13 janvier

À l'Ariana, les milices du parti au pouvoir attaquent les protestataires et la télévision filme.

Des manifestants de l'Ariana, plus précisément à Sidi Ammar, ont été attaqués par les milices du parti au pouvoir en

Tunisie, (le Rassemblement Constitutionnel Démocratique) auxquelles participaient le gouverneur, le délégué et des responsables locaux du parti au pouvoir. Ils ont attaqué les manifestants avec des matraques et les manifestants ont sauvé un enfant tombé d'entre les mains des assaillants.

C'est un indice grave de ce que le parti au pouvoir entraîne délibérément les citoyens dans la guerre civile après que les services de police aient été incapables de contrôler la situation.

Assabilonline, Tunisie. 13 janvier 2011.

L'état d'urgence est décrété en Tunisie. Après avoir limogé son gouvernement, le président Zine el Abidine ben Ali annonce la tenue d'élections législatives anticipées dans un délai de six mois.

Mais sur le terrain, la situation reste tendue : depuis le matin du vendredi 14 janvier, des milliers de manifestants sont rassemblés à Tunis pour exiger sa démission immédiate.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L397xH280/15_janvier_Nelly_Trumel_6020-78b77.jpg

Le syndicat UGTT appelle à une grève générale en Tunisie

L'UGTT dénonce les tirs à balle réelle contre les manifestants (photo UGTT)

TUNISIE. L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), seule centrale syndicale du pays, appelle ses adhérents à une grève générale de deux heures vendredi 14 janvier 2011.

Ce mouvement se déroulera de 9h à 11h du matin et consistera en un débrayage sur les lieux de travail et en aucun cas à des manifestations.

Abdessalem Jerad, secrétaire général de l'UGTT, a été reçu mercredi 12 janvier 2011 par le président Zine el-Abidine Ben Ali.

Réunie en session extraordinaire mardi 11 janvier 2011 dans la banlieue nord de Tunis, la Commission administrative nationale du syndicat avait déjà stigmatisé le "recours au tir de balles réelles lancées sur les manifestants, tirs qui ont fait de nombreux morts parmi les citoyens" et demandé la constitution d'"une commission d'enquête en vue d'élucider les conditions dans lesquelles ont eu lieu les tirs à balle réelles sur les manifestants... et en déterminer les responsabilités."

Tout en exprimant son "attachement au droit d'expression libre et au droit de manifestation pacifique en vue de consacrer les droits légitimes des populations conformément aux conventions internationales et à la Constitution tunisienne, de protéger les biens publics contre tout saccage ou destruction et de les préserver en tant qu'acquis réalisés tout au long des luttes nationale et sociale du peuple."

Vues les circonstances, l'UGTT a décidé de reporter son Comité national qui devait se tenir du 10 au 12 février 2011.

La centrale syndicale doit également fêter son soixante cinquième anniversaire le 20 janvier 2011.

Les manifestants de la Qasba chargés par la police

<http://24sur24.posterous.com/sidibouزيد-photos-28-1-2011-les-manifestants>

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DES PRISONNIERS PRIVÉS DE RÉVOLUTION

Alors que l'attention du peuple tunisien et de la communauté internationale est focalisée sur l'après-révolution et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, des milliers de prisonniers tunisiens attendent, dans des conditions déplorables, que le vent de la liberté atteigne leur prison.

D'après les informations reçues par l'ACAT-France de la part des familles et avocats de prisonniers, un dangereux chaos règne actuellement dans toutes les prisons tunisiennes. Selon les récits de plusieurs prisonniers considérés comme en fuite, les gardiens des prisons de Mahdia, Kasserine, Messadine, Borj El-Amri, Monastir et Sfax ont, les 14 et 15 janvier, demandé aux détenus de quitter la prison, prétextant qu'ils étaient libérés. Dans plusieurs prisons, ceux qui sont sortis se sont fait tirer dessus par la police. Certains ont alors essayé de réintégrer la prison mais ont été repoussés par les gardiens. Parmi les prisonniers toujours en fuite, plusieurs sont gravement blessés mais n'osent pas se rendre à l'hôpital pour être soignés, de peur d'être arrêtés.

Des incendies ont été déclenchés dans plusieurs prisons, sans qu'il soit encore possible de déterminer avec certitude si ce sont les prisonniers ou les gardiens qui en sont à l'origine. Samir Dilou, président de l'Association internationale de soutien aux prisonniers politiques (AISPP) estime à plus de 150 le nombre de prisonniers ayant trouvé la mort dans les prisons de Borj el-Roumi, Sousse, Monastir, Gabès et Borj el-Amri. D'après les informations recueillies par l'AISPP auprès de prisonniers en fuite et de familles de détenus, près de la moitié des victimes est morte sous les tirs des policiers, les autres étant morts dans les incendies.

La situation dans les prisons est toujours alarmante

Ceux des prisonniers qui ont pu recevoir la visite de leur famille en début de semaine font état de nombreux cas de mauvais traitements et de tortures. À Mornaguia, la principale prison de Tunis, des gardiens ont uriné sur des prisonniers. Certains détenus ont été privés de sommeil et passés à tabac.

Plusieurs personnes incarcérées dans la prison de Médenine ont été transférées à la prison de Gabès après avoir signé des papiers qu'elles n'ont pas été autorisées à lire. À leur arrivée, elles ont été frappées à coups de matraque. Dans la plupart des prisons du pays, des prisonniers ont été tabassés, privés de nourriture et de médicaments pendant plusieurs jours.

Amnistie et libération de tous les prisonniers d'opinion : aller au-delà des promesses

Contrairement à ce qu'a annoncé le ministre du Développement régional, le 19 janvier, les trois prisonniers

appartenant au mouvement El-Nahda n'ont pas été libérés, pas plus que les centaines de musulmans pratiquants détenus ou condamnés sur le fondement de la loi anti-terroriste sans qu'aucun acte violent ni tentative d'acte violent n'ait été prouvé. Il en va de même des prisonniers politiques arrêtés dans le cadre du mouvement du bassin minier de Gafsa, en 2008 et dont plusieurs, tels que les jeunes de Mdhilla et ceux d'Oum Ksab, n'ont toujours pas été libérés.

L'ACAT-France appelle le nouveau gouvernement tunisien à intervenir de toute urgence pour faire cesser les actes de torture et les mauvais traitements qui se multiplient dans les prisons depuis le 14 janvier. Elle demande la création d'une commission d'enquête chargée de faire la vérité sur ces exactions alléguées.

L'ACAT-France demande au ministre de la Justice tunisien de procéder sans délai à l'amnistie et à la libération des prisonniers politiques, comme le nouveau gouvernement s'y est engagé.

Paris, le 28 janvier 2011

CONTACT : Hélène Legeay, responsable des programmes Maghreb / Moyen-Orient : 01 40 40 02 10

helene.legeay chez acatfrance.fr

Liberté pour tous les prisonniers politiques Liberté et Equité

Sous le nouveau gouvernement provisoire
Des jeunes de Sidi Bouzid sont déférés pour un procès
Est-ce ainsi que s'exprime la reconnaissance ?

Aujourd'hui samedi 30 janvier 2011, 29 jeunes qui manifestaient place de la Kasbah ont été déférés devant la chambre correctionnelle du Tribunal de Première Instance de Tunis, pour y répondre des accusations d'entrave à la circulation, de coups, de jets de projectiles, et de dommages matériels. Le tribunal a décidé de les laisser en liberté et de lever la séance pour le délibéré et le prononcé du jugement.

Des jeunes déférés ont affirmé que les policiers qui les avaient arrêtés avaient pris possession de leurs portables et utilisé les crédits. Ils ont également affirmé avoir été torturés lors de l'arrestation.

[...]

Pour le bureau exécutif de l'Organisation
Le Président, Maître Mohammed Nouri

Organisation indépendante de Droits Humains

33 rue Mokhtar Atya, 1001, Tunis

Tel. Fax : 71 340 860

Liberte.equite chez gmail.com

Post-scriptum :

Photos Nelly Trumel